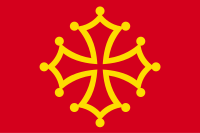


**CAEOC du 12 décembre 2022**



M. le Recteur,  
Mmes et Mrs les membres de la CAEOC,

Nous souhaitons en premier lieu remercier M. L’IA – IPR pour l’envoi de documents préalables à cette instance. Cela permet de préparer cette commission dans de meilleures circonstances, et selon nous, lui porte du crédit.

A cette occasion, le SE-Unsa souhaite rappeler ici ses mandats concernant les LVR après son dernier congrès national. Ce sont ceux communiqués à la Felco lorsqu’elle nous a interrogé dernièrement dans la cadre des élections professionnelles. Le SE Unsa est un syndicat national, il garde les mêmes principes quelle que soit la LVR à évoquer.

La politique des langues que le SE-Unsa revendique doit viser à préserver et à améliorer la diversité dans le Service public. Elle s‘inscrit dans le projet européen

* Le SE-Unsa exige que l’enseignement des langues régionales soit organisé et assuré par l’Education nationale sur la base du choix volontaire des familles.
* Pour le SE-Unsa, l’offre en langues vivantes régionales doit être pilotée au niveau académique, afin de garantir une diversité, une cohérence et une continuité des apprentissages, et réduire les effets de concurrence entre établissements.
* Le SE-Unsa considère Ia diversité des langues et des cultures comme une richesse. Toutefois, pour le SE-Unsa, l’offre linguistique ne peut servir à contourner la sectorisation scolaire ni à créer des classes de niveau.
* Pour le SE-Unsa, l’enseignement des langues régionales, sans entrer dans une logique communautariste, doit être mis en œuvre avec des déclinaisons adaptées selon les régions et les voies définies par les textes de l’Éducation nationale (sensibilisation, initiation pouvant aller jusqu’à la parité horaire). Le SE-Unsa ne s’oppose pas à l’apprentissage des langues régionales par l’immersion lorsque le projet est concerté, encadré, validé par l’équipe pédagogique et évalué régulièrement par l’institution.
* Le SE-Unsa condamne et œuvrera pour abroger les récentes dispositions législatives qui contraignent les communes au financement d’écoles privées pratiquant l’immersion lorsqu’elles accueillent des enfants de leur commune.

Ces 5 principes guideront nos interventions lors des prochaines CAEOC.